

Monde

ACCORDS DIPLOMATIQUES ENTRE LA TURQUIE ET L'ARMÉNIE UNE RÉCONCILIATION IMPOSÉE DIFFICILE

Après plusieurs mois de rencontres, de négociations, la Turquie et l'Arménie annonçaient le 31 août dernier à Genève, un accord de normalisation entre les deux pays.

SAMEDI 10 octobre, à Zurich, en présence des ministres des affaires étrangères des États-Unis, de Russie, de France, du représentant de l'union européenne Javier Solana et sous la présidence de la Suisse, les ministres des affaires étrangères de Turquie et d'Arménie signaient des accords visant à établir des relations diplomatiques et à l'ouverture des frontières entre les deux pays. En effet, si la Turquie, lors de l'éclatement de l'URSS en 1991 avait reconnu l'existence de la République d'Arménie, elle n'avait pas établi de relations diplomatiques avec ce dernier pays.

En 1993 par solidarité avec l'Azerbaïdjan, la Turquie avait fermé ses frontières avec l'Arménie pour protester contre l'occupation par les troupes arméniennes du Nagorny Karabakh, enclave arménienne dans l'Azerbaïdjan.

Les discussions butaient sur deux questions : celle de la reconnaissance du génocide arménien par les dirigeants «*Jeunes turcs*» alors au pouvoir en Turquie en 1915-1916-1917 et celle du Nagorny Karabakh, région dissidente de l'Azerbaïdjan après une guerre de six ans de 1988 à 1994.

Sous la pression des Américains et de l'Union européenne et dans le contexte de la crise économique mondiale ainsi que des troubles qui affectent le sud Caucase, les deux pays ont fini par signer ces accords qualifiés «*d'historiques*» par les États-Unis et l'Union européenne.

Ces accords doivent être ratifiés par les deux parlements, ce qui s'avère difficile.

En Arménie, des milliers d'Arméniens à l'appel de la Fédération révolutionnaire arménienne le parti Dashnak ont manifesté contre la signature des protocoles.

En France, en Argentine, au Liban, aux États-Unis, en Russie, partout la Diaspora arménienne manifeste contre ces accords.

En Turquie, le CHP (parti du peuple, social-démocrate) parti laïque nationaliste et le MHP (parti de l'action nationaliste) parti d'extrême droite refusent les accords.

Dimanche, l'Azerbaïdjan a condamné les accords estimant qu'ils étaient une «menace pour la paix et la stabilité de la région».

Quelques heures plus tard, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que les frontières resteraient fermées tout que les troupes arméniennes n'auraient pas quitté le Nagorny Karabakh.

Le lundi, cependant, le président arménien Serge Sarkissian annonçait qu'il se rendrait en Turquie à Bursa pour soutenir l'équipe arménienne de football le 14 octobre 2008, le président turc Abdullah Gül s'était rendu lui aussi en Arménie, à Erivan pour soutenir l'équipe turque dans les éliminatoires du mondial de football 2010. Si le sport est mis à contribution dans le rapprochement turco-arménien, il n'est pas sûr que cela suffise surmonter les difficultés que constituent le génocide arménien et la question du Nagorny Karabakh.

Le génocide arménien

Le génocide arménien a été perpétré par les Turcs en 1915-1916 et en 1917.

L'empire turc ottoman était alors en guerre, allié aux empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie) contre la France, le Royaume Uni et la Russie. Le parti «*jeune turc*» qui avait combattu le sultan était parvenu au pouvoir. Allié d'abord à la minorité arménienne contre le sultan, il s'était retourné contre les Arméniens.

L'association des historiens spécialisés dans l'étude des génocides a reconnu dans le massacre de près de 1,5 million d'Arméniens, un génocide.

Ce génocide a été planifié, organisé systématiquement par les forces combattantes ottomanes dans «*l'organisation*

«*tous actes contraires à l'intérêt fondamental de la nation*» et de 15 ans, lorsque la presse est concernée... Le prix Nobel de littérature a même été poursuivi.

Pour montrer sa bonne volonté à l'UE, le gouvernement turc a proposé en avril 2005, l'examen de la question par une commission d'historiens. L'Association de chercheurs a alors envoyé une lettre au premier ministre turc, déclarant que la reconnaissance du génocide devait être le point de départ des recherches et non «*une possible conclusion*».

Le fait est important car une reconnaissance pourrait aboutir à une demande de dommages et intérêts, à une indemnisation comme ce fut le cas pour l'Allemagne qui a reconnu la Shoah. Cela pourrait aussi entraîner des restitu-

Lors de la campagne électorale qui a précédé son élection le 21 février 2008, Serge Sarkissian, du parti républicain a accusé son principal adversaire l'ancien président Levon Ter Petrossian de collusion avec l'Occident en prônant le rapprochement avec la Turquie. Pourtant, Serge Sarkissian organise le rapprochement y compris avec l'Azerbaïdjan puisqu'il a rencontré le président azéri Aliev à Chissman (Moldavie) le 9 octobre 2009.

L'évolution des rapports turco-arméniens

La situation géographique de l'Arménie, ses relations avec ses voisins immédiats, Turquie et Azerbaïdjan entraîne d'énormes difficultés économiques.

les relations turco-arméniennes. Outre l'établissement de relations diplomatiques et l'ouverture des frontières, la coopération entre les deux pays est prévue à travers la mise en place de 7 sous-commissions : échanges commerciaux, énergie, éducation, environnement, production du patrimoine. Est créée une commission historique chargée d'étudier «de manière scientifique et impartiale les données historiques et les archives pour définir les problèmes actuels». Le génocide n'est pas formellement évoqué et l'on comprend donc la colère des Arméniens.

Du reste, les accords ont failli ne pas être signés car le ministre turc devait prononcer un discours selon la thèse gouvernementale turque : la négation du génocide.

Il a fallu la pression de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton pendant près de trois heures pour que soit décidé qu'il n'y aurait pas de discours et que soient signés les accords.

L'enjeu pour les États-Unis

Pour les États-Unis, l'Arménie représente un enjeu stratégique dans leur rivalité avec la Russie et dans leur opposition à l'Iran. En effet, l'Arménie est une alliée de la Russie et les contacts vont croissants entre l'Arménie et l'Iran (en décembre 2008 a été organisé le dernier tronçon du gazoduc Iran-Arménie d'une capacité de 2,3 milliards de m³/an). L'Arménie, tenue par la banque mondiale où les Américains sont tout puissants, semble jouer sur les deux tableaux.

Ainsi en juillet 2008, le président Sarkissian sollicité, déclare ne pas adhérer à l'OTAN mais accepter une coopération.

Mais en août 2008, l'Arménie participe aux manœuvres militaires de l'OTSC (organisation de sécurité collective) avec la Biélorussie, le Kazakhstan le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Russie et dont le thème était la défense de l'Arménie contre une invasion extérieure.

En octobre 2008, Maduev se rendait en Arménie pour consolider les liens russo-arméniens.

Cependant le 6 août 2009, Obama en visite en Turquie recevait les ministres turc et arménien des affaires étrangères pour s'entretenir de «*la feuille de route*» pour une normalisation entre les deux pays élaborée le 22 avril 2009.

De son côté la Turquie, alliée privilégiée des États-Unis, a pu montrer quelques velléités d'une dépendance, comme en 2003 lors de l'attaque contre l'Irak.

La Turquie, poussée par les États-Unis veut obtenir l'adhésion à l'union européenne et donc donner des gages. Surtout la réussite de la construction du gazoduc Nabucco traversant l'Azerbaïdjan et la Géorgie vers Istanbul et au delà vers la Roumanie et l'Autriche et qui doit permettre à l'Union européenne de s'affranchir de la dépendance à l'égard du gaz russe, suppose la stabilité dans la région et donc la fin des tensions.

Au delà du rapprochement entre les deux pays, rapprochement qui n'est pas encore assuré, c'est surtout l'intérêt des États-Unis dans toute la région de Transcaucasie, du Moyen Orient et de l'Asie centrale qui est déterminant.



Signature des accords : Javier Solana, Bernard Kouchner, Micheline Calmy-Rey, Ahmet Davutoglu, Eduard Nalbandian, Hillary Clinton, S. Lavrov. Ph. AFP

spéciale». Hommes, femmes et enfants ont été exécutés, regroupés dans des camps de concentration, envoyés dans le désert où ils sont morts de soif ou exécutés.

Le prétexte de ce génocide est, selon les dirigeants de cette période, le soutien apporté par les soldats arméniens enrôlés dans l'armée turque à l'armée russe.

En fait, plus de 2 millions d'Arméniens vivaient alors dans l'empire ottoman, en Anatolie et sur le haut plateau arménien. Or les dirigeants voulaient un état centralisé débarrassé des minorités chrétiennes. Le même sort a été réservé aux minorités Chaldéenne et grecque.

De nombreux pays ont dénoncé le génocide arménien : le Parlement français et l'État français, le Canada, l'Argentine.

Aux États-Unis, la chambre des représentants l'a condamné, mais non le gouvernement.

Le 18 juin 1987, le Parlement européen a reconnu et condamné le génocide arménien.

La Turquie qui souhaite adhérer à l'Union européenne, minimise le massacre, parle de 500.000 morts et déclare que des Turcs aussi ont été massacrés. Elle dénie le terme de génocide et affirme que les quelque 200.000 arméniens qui vivent en Turquie ont les droits des citoyens.

Pour autant, ceux qui, en Turquie, dénoncent en reconnaissant le génocide sont poursuivis : l'article 305 de la constitution punit de 3 à 5 ans de prison

de territoires (le tracé des frontières de l'Arménie, avec le traité de Sévres, devait être étudié par les États-Unis, mais le congrès américain n'a pas reconnu le traité) en Turquie, voire en Azerbaïdjan et en Géorgie.

Ce n'est pas simplement une question de respect de la mémoire.

La question du Nagorny : Karabakh

Le tracé des frontières des républiques de l'ex-URSS avait changé au cours de l'histoire. Le Haut Karabakh était une enclave arménienne dans l'Azerbaïdjan (qui par ailleurs a un territoire autonome au sud de l'Arménie, le Nakhitchevan).

En 1988, des Azeris s'attaquent aux Arméniens, il s'en suivait une guérilla que le gouvernement soviétique n'a pas réussi à résoudre.

À la chute de l'URSS, les guérilleros du Nagorny-Karabakh ont l'appui des forces arméniennes. La guerre dura jusqu'en 1994, un cessez le feu est alors signé mais le Nagorny Karabakh et les territoires adjacents à l'Arménie se constituent en République autonome qui ne reconnaît pas le gouvernement d'Azerbaïdjan.

L'actuel président arménien Serge Sarkissian, un ancien dirigeant du parti communiste, converti à l'économie de marché, est originaire de Nagorny Karabakh. Il a dirigé l'armée sécessionniste contre les forces militaires d'Azerbaïdjan qui ont été vaincues.

Turquie et Azerbaïdjan exercent de véritables blocus économiques du pays. Pourtant, en 2000 des hommes d'affaires turcs se rendent en Arménie pour des échanges commerciaux, échanges qui restent modestes.

L'économie arménienne (exportation de produits miniers, or, cuivre, molybdène et pierres précieuses, produits de haute technologie) était essentiellement orientée vers la Russie.

Depuis deux ans, les pourparlers avec la Turquie s'amorcent.

D'une part, au plan économique, l'Arménie est handicapée par la crise économique mondiale et par la crise entre la Géorgie et la Russie qui bloque la liaison avec la Russie par l'Ossetie.

D'autre part, la situation politique est très instable. Entre février, élection de Sarkissian et l'entrée en fonction du nouveau président, des manifestations animées par l'opposition libérale et communiste se succèdent réprimées dans le sang par l'armée et la police contrôlées par le clan du président.

Sarkissian a donc besoin, à la fois de capitaux (il a l'aide de la banque mondiale) pour l'économie et de stabilité politique régionale.

Du côté turc, le gouvernement doit donner des gages à l'union européenne au moment où il est engagé dans une lutte féroce contre les Kurdes.

Le 14 octobre 2008, la visite d'Abdallah Gül à Erivan à l'occasion du match de football marque donc un tournant dans